



LE FAUX DEBAT SUR LA GUERRE ECONOMIQUE

(Article publié en 1996
dans *La Revue de Défense Nationale*)

Par Christian Harbulot et le Général Jean Pichot-Duclos

MOTS CLES :

Guerre économique, sécurité économique, intelligence économique

A l'automne 1994, le colloque de l'IHEDN traitait le thème de la guerre économique. Les communications faisaient apparaître que, si quelques patrons français se situaient bien dans cette logique, un nombre non négligeable d'acteurs nationaux réfutaient cette réalité en ne voulant voir dans les affrontements économiques actuels qu'une forme particulière de la concurrence. Ils restent ainsi dans le cadre académique et rassurant de la théorie libérale selon laquelle c'est la main invisible du marché qui régit l'économie mondiale. Et pourtant, ces dernières années ont été riches d'exemples où la main des Etats s'est superposée à l'autre avec une vigueur proportionnelle aux enjeux planétaires que crée la mondialisation de l'économie. Cette réalité ne peut plus être niée sous peine d'alimenter un faux débat sans issue donc sans intérêt.

Après un bref survol historique, nous verrons qu'une partie des enjeux du commerce mondial se joue sur des échiquiers invisibles avec des méthodes qui doivent plus à Sun Tze qu'à Adam Smith. Apparaît ainsi la nécessité d'une nouvelle culture stratégique à inculquer à nos élites afin qu'elles ne se trompent pas une nouvelle fois de guerre, en particulier à l'heure où notre avenir se joue sur l'échiquier européen.

Libre échange et sécurité économique

En inventant le concept de sécurité économique¹, l'administration Clinton a brisé la loi du silence sur les rapports de force entre les puissances économiquement fortes. La création en 1993 d'un Conseil Economique National très lié au Conseil National de Sécurité confirme cette prise de position. En effet la mission principale de cette structure est de défendre les intérêts économiques des Etats-Unis afin que "le pays s'affirme comme le leader du monde" Cette nouvelle interprétation stratégique des affrontements concurrentiels à l'échelle planétaire a le mérite de remettre les pendules à l'heure vis-à-vis des tenants du libéralisme pur et parfait..

Pourtant, la menace économique qu'une puissance peut exercer sur les intérêts vitaux d'une autre est un phénomène très ancien dans l'Histoire des civilisations. Conquête territoriale et conquête commerciale sont les deux constantes dans les relations conflictuelles entre les empires. Si cette évidence a été quasiment occultée de notre pensée stratégique, c'est en grande partie à cause de la querelle qui a opposé les marxistes et les libéraux pendant près de deux siècles. Ainsi la critique systématique de l'économie de marché par les tenants du marxisme-léninisme a poussé les défenseurs du modèle capitaliste à construire une cuirasse sans faille. La guerre froide a renforcé cet obscurantisme idéologique en forçant les pays occidentaux à mettre en sourdine leurs litiges historiques et culturels. Cette recherche d'une stratégie globale s'est exprimée notamment par le traité de l'Atlantique Nord vis-à-vis de l'ennemi commun.

¹ Dans notre vocabulaire, il faut bien distinguer les notions de sécurité économique et de défense économique. La première concerne les affrontements concurrentiels du temps de paix. La seconde traite des mesures à prendre en temps de guerre ou de crise grave pour assurer le bon fonctionnement du pays.

Une telle focalisation des esprits sur la lutte contre le bloc soviétique a contribué à masquer notamment aux forces vives de notre pays des enjeux géostratégiques plus classiques qui n'ont pourtant pas disparu aux lendemains de la seconde guerre mondiale :

- rivalités endémiques entre la France et la Grande Bretagne à propos de certaines zones du Proche Orient (Liban, Syrie...)
- rivalités entre les empires coloniaux déclinants et la nouvelle superpuissance américaine
- rivalités inter-européennes dans la résolution des conflits coloniaux,
- rivalités occidentales pour le contrôle des ressources énergétiques au niveau mondial...

Compte tenu du poids des enjeux Est-Ouest dans les relations internationales, les gouvernements successifs de la IV^e République ont eu une marge de manoeuvre trop limitée pour s'opposer aux actions hostiles de pays alliés dans la sphère d'influence française. Dans son ouvrage sur les coulisses de la guerre d'Algérie² le colonel Jacquin récapitule avec précision l'ensemble des stratégies indirectes occidentales qui ont perturbé la politique française entre les années 30 et les années 60 dans cette région du monde. En énumérant la liste des pays³ qui sont intervenus dans la crise algérienne, l'auteur nous rappelle les enjeux de puissance dépassant déjà largement le cadre du conflit Est/Ouest

C'est aussi durant cette période que les théories anglo-saxonnes de l'économie de marché se sont imposées comme discours de référence au niveau mondial. La finance, le marché, le produit et l'entreprise y constituaient les quatre points cardinaux d'une grille de lecture monoculturelle qui prétendait représenter la totalité des enjeux marchands alors qu'elle en excluait la stratégie des Etats. C'est du moins le message que la plupart des élites ont retenu et continuent à retenir⁴ de leur passage à l'université ou dans les grandes écoles. Mais le rôle de perturbateur joué par des puissances économiquement fortes comme le Japon et l'Allemagne qui dessine les contours d'un monde multipolaire où l'économie est à la fois un instrument de dialogue mais aussi une source intarissable de discorde.

Il en est de même pour la recomposition des flux d'échange à travers des blocs économiques régionaux (Union Européenne, ALENA, ASEAN, MERCOSUR...). Une telle concentration/accumulation d'intérêts contradictoires donne une grande fragilité à l'environnement international. C'est ce que semble indiquer le message lancé par le Président

² *La guerre secrète en Algérie*, olivier Orban, 1977.

³ Grande-Bretagne, Allemagne, Etats-Unis, Espagne, Italie, Tunisie, Maroc, Egypte et Turquie.

⁴ Voir article de la Revue de Défense Nationale d'août/septembre 1994 , *Défense économique : la liaison dangereuse* par Didier Danet, chef du cours "économie" à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan.

Clinton sur la sécurité économique. Loin de contribuer à son obsolescence, la mondialisation des échanges réactive la polémique sur la guerre économique. Mais contrairement au discours dominant, les clés pour sortir de ce faux débat ne nous sont pas fournies par les sciences économiques.

Les leçons de l'Histoire

L'historien Fernand Braudel a rappelé que le capitalisme n'était qu'un épisode du développement de l'économie-monde. Cette thèse remet en perspective la situation actuelle dans les mouvements structurels de l'Histoire des sociétés humaines, en particulier pour ce qui concerne l'évolution des rapports de force entre les peuples et leurs configurations nationales et supranationales. Cela se traduit par la persistance dans certains pays d'un débat d'ordre stratégique sur les moyens à employer pour devenir une puissance conquérante. D'une période de l'Histoire à l'autre, les modes de conquête ont été variables. Les conquêtes commerciales ont commencé à supplanter les conquêtes territoriales au cours du XIX^e siècle. Il est utile à cet effet de rappeler un épisode déterminant de l'Histoire contemporaine. Pendant la République de Weimar, la droite allemande a été fortement divisée sur le bilan du II^e Reich et sur les conséquences du Traité de Versailles. Adolf Hitler était un défenseur fanatique de la conquête territoriale comme seule issue possible pour résoudre les problèmes d'espace vital de l'Allemagne, Dans *Mein Kampf*, il avait dénoncé la politique d'expansion économique suivie par son pays avant 1914 :

"Il ne restait plus que deux voies pour assurer le pain à la population toujours croissante :

- soit acquérir de nouveaux territoires pour y caser chaque année les millions d'habitants en surnombre et permettre ainsi à la nation d'assurer elle-même sa propre subsistance;

- ou bien passer outre, pour amener à notre industrie et à notre commerce, la clientèle de l'étranger et assurer notre existence grâce à ses profits.

Autrement dit : soit une politique territoriale, soit une politique coloniale et commerciale (...)-

On pensait posséder dans la conquête économique et pacifique du monde une méthode d'action qui devait, une fois pour toutes, tordre le cou à toute politique de force."

Cette dimension du débat n'a pas échappé à des chefs de guerre comme Georges Clémenceau qui, dès 1915, décryptait de la manière suivante le premier conflit mondial :

"Il y avait un danger allemand, un danger plus redoutable dans la paix que dans la guerre... Par la haute valeur d'un prodigieux effort de travail méthodique, dans une savante organisation de machinerie humaine, ces gens étaient en train de conquérir le monde..."

La plupart des experts s'accordent à dire que les puissances vaincues de la seconde guerre mondiale (Japon, Allemagne) sont devenues des puissances économiquement fortes en investissant dans la politique industrielle ce qu'ils ne pouvaient plus investir dans la Défense militaire. Peu d'entre eux notent que le caractère offensif des économies japonaise et allemande est antérieur aux deux guerres mondiales. La réduction de l'effort de défense après la défaite n'est donc pas la seule explication. Dans le cas du Japon, le passage au capitalisme ne s'est pas fait par un laissez-faire économique. L'industrialisation du Japon est avant tout un acte de sauvegarde de l'indépendance nationale. En effet, la menace de colonisation par les puissances occidentales a été l'élément déterminant de la mobilisation du Japon au cours de l'ère Meiji.

Il en est de même pour l'Allemagne dans un contexte très différent. La réalisation de l'unité allemande par Bismarck a permis à ce pays de prétendre à une place influente au niveau mondial. La montée en puissance de l'Allemagne à la fin du XIX^e ne se résume pas au passage de l'économie allemande à l'ère industrielle. La mobilisation des acteurs économiques allemands est indissociable des ambitions géostratégiques du II^e Reich qui étaient fortement déterminées par l'attitude des empires coloniaux britanniques et français. Le coeur stratégique allemand qui s'est constitué à l'époque⁵ voulait dominer les autres puissances européennes. Les enjeux économiques dissimulés derrière les événements militaires de la première guerre mondiale n'ont pas été perçus comme ils auraient dû l'être par les élites françaises. Par la suite, la lutte contre les puissances totalitaires d'extrême droite et d'extrême gauche a masqué cet échiquier en le rendant quasiment invisible aux forces vives de la Nation. La notion d'échiquier invisible est née de la prédominance du débat idéologique dans les rapports de force internationaux. Elle n'a pu être progressivement conceptualisée qu'à partir du moment où cette prédominance a pris fin au début des années 90.

Les échiquiers invisibles

La mondialisation des échanges a-t-elle remis en cause l'existence de ces échiquiers invisibles ? Le discours du Président Clinton sur la sécurité économique semble indiquer que non. Le fait de placer la protection des intérêts économiques des Etats-Unis au centre des préoccupations majeures de la politique étrangère américaine semble indiquer l'existence d'agressions étrangères qui appartiennent au non-dit des relations internationales. Ce sous-entendu sur l'existence de rapports de force de nature économique est un pas important franchi vers la reconnaissance d'échiquiers invisibles échappant jusqu'à présent à la doctrine officielle sur les conflits. Mais dans ce cas, comment expliquer que le message du dirigeant de la première puissance mondiale sur un sujet aussi stratégique recueille si peu d'échos dans les médias et dans le monde politique français. A quoi attribuer ce retard dans la réflexion et surtout dans la réaction ? Nous sommes encore aujourd'hui sous l'influence d'un discours dominant qui présente la loi du marché comme un état

⁵ Le coeur stratégique de l'économie allemande s'est constitué sous Bismarck. Il rassemble les principales banques, les Konzern, les sociétés d'assurance et les élites politiques

de fait s'imposant à l'ensemble des acteurs, qu'il s'agisse des blocs, des Etats ou des entités régionales et locales. Cette transparence du discours stratégique a déjà provoqué quelques dérapages maladroits⁵. Mais ce qui est plus grave, c'est qu'elle entretient au sein de nos institutions et nos écoles - et c'est dramatique pour l'avenir - une vision très réductrice des problèmes.

Placer le discours sur la libre concurrence comme élément régulateur de la stratégie revient à diviser le monde en deux camps : les bons et les méchants. Les bons sont ceux qui respectent les lois du marché, les méchants contournent ou transgressent ces lois. Est-il raisonnable de croire que les cabinets d'audit que auscultent les entreprises, les cabinets de conseil qui fournissent les commissaires aux comptes, les sociétés de notation qui pèsent sur la Bourse, quasiment tous anglo-saxons, réussissent à éviter les interférences entre leur déontologie affichée et les manoeuvres occultes de leur puissance de tutelle ? Pourtant dans le domaine financier, ce ne sont pas les anglo-saxons que l'on montre du doigt mais les banques japonaises et allemandes. Les représentants de la banque française ne comprennent pas pourquoi celles-ci jouent un rôle très actif dans la défense des intérêts nationaux de leurs pays respectifs. Ils estiment que le rôle du banquier doit se limiter à la stricte commercialisation de produits bancaires. Il en est de même pour les réassureurs français qui semblent appliquer, comme le monde bancaire, une théorie du libre échange anglo-saxonne enregistrée dans sa seule version d'exportation. En conséquence, observant une déontologie très stricte, ces citoyens français se refusent à communiquer, à des fins d'intérêt national, des renseignements de grande valeur qu'ils détiennent. Ils sont bien les seuls.

Si cette éthique sans faille honore ses auteurs, elle ne nous met pas à l'abri des coups bas de la concurrence internationale. N'existe-t-il pas des puissances étrangères utilisant à bon escient les précieuses sources d'information que représentent leurs réseaux de réassurance pour renforcer la position de leurs entreprises sur le marché mondial ? En revanche, il n'existe pas pour l'instant d'organe de contrôle international capable de faire appliquer les lois de la libre concurrence à un niveau mondial en se plaçant au dessus des intérêts des puissances économiquement fortes. Les négociations du GATT et la future organisation mondiale du commerce ne traitent que de la face visible des enjeux marchands. La face invisible n'apparaît que rarement dans ce qu'il est convenu d'appeler des incidents de parcours. La manière dont M. Wenger se fait expulser des assemblées d'actionnaires des grands groupes allemands est un de ces incidents de parcours. Quelle menace représente cet homme qui déstabilise ainsi l'establishment d'outre-Rhin ? Président d'une petite université bavaroise, M. Wenger a décidé depuis plusieurs années de défendre la cause des petits actionnaires. Cet ultralibéral convaincu n'hésite pas à dénoncer les croisements d'intérêts et de structures entre les grandes entités économiques allemandes. Selon lui, la répartition des actions au sein des groupes est faussée par l'esprit de connivence qui existe entre les maîtres de l'économie nationale. Cette mise à nu des rouages secrets de l'industrie germanique est très mal perçue par le patronat allemand. Décrite officieusement comme une attaque indirecte contre les

⁵ F. Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992.

intérêts nationaux du pays, l'initiative de M. Wenger nous apporte au moins la preuve qu'il existe des faces cachées dans les différents systèmes nationaux d'économie de marché. Toutefois, les attaques médiatiques et parlementaires contre les coeurs stratégiques des économies allemande et japonaise confirment cette tendance à passer du non-dit au dit. Ces attaques ne sont pas le fruit du hasard et sont souvent pilotées de manière indirecte par des puissances hostiles. L'importance prise par le Japon et l'Allemagne dans l'économie mondiale crée de nouvelles occasions d'affrontement où la problématique des bons et des méchants est reprise à la lettre. Ces pays perturbateurs sont dénoncés sur les échiquiers visibles, c'est-à-dire compréhensibles pour l'opinion publique internationale, comme des méchants qui ne respectent pas les règles du jeu du commerce international. En revanche, sur les échiquiers invisibles, il n'existe plus de bons et de méchants mais essentiellement des intérêts posés en termes de puissance. Jusqu'à une période récente, la culture stratégique des élites consistait à bien différencier les genres. L'omerta sur les échiquiers invisibles était respectée par tous les participants. La déclaration du Président Clinton et les actions dispersées du type Wenger mettent à mal cette tradition. Le silence du monde politique et universitaire français sur cette question est révélateur d'une insuffisance de nos élites en matière d'analyse stratégique. La culture régaliennne et le cloisonnement vertical de nos institutions ne sont pas adaptés à cette nouvelle guerre de l'information⁶ dont le décryptage s'effectue davantage sur les échiquiers invisibles que sur les échiquiers visibles.. Cette réalité n'est pas toujours comprise dans nos institutions et dans nos entreprises où les décideurs privilégient le plus souvent ce qui est mesurable pour définir leur stratégie. La culture de l'ingénieur et la culture du gestionnaire qui sont les deux piliers actuels de notre système de management, ne sont pas adaptées à une logique d'affrontement indirect fondée sur la maîtrise de l'information et sur les stratégies d'influence. Aussi, compte tenu des incidents passés, la question qui se pose aujourd'hui est-elle : "comment se battre sur ces terrains difficiles que sont les échiquiers invisibles ?" Cette question en amène une autre : "comment se battent nos adversaires les plus performants ?"

Le combat et le camouflage

L'observation des techniques asiatiques, nord-européennes et américaines, nous a amené à identifier plusieurs constantes:

- . Les démarches concurrentielles classiques sont souvent supplantées par des démarches souterraines dans les affrontements commerciaux et technologiques qui impliquent des économies nationales.
- . Le camouflage des acteurs est devenu un élément essentiel dans le montage de ces démarches souterraines.
- . Les principes humanitaires sont l'objet de manipulation croissante comme vecteur de dissimulation de stratégies de conquête commerciales.

⁶ Alvin et Heidi Toffler, *Guerre et contre-guerre*, Fayard, 1994.

Les démarches souterraines couvrent un champ d'action très large. Elles incluent à la fois les manoeuvres d'influence, les opérations illégales d'ingérence et d'espionnage industriel et les techniques modernes de guerre de l'information. L'influence s'orchestre à des niveaux très différents. On peut citer l'exemple classique de l'intervention du chef de l'exécutif d'une grande puissance qui fait pression sur un pays tiers pour lui vendre des produits militaires ou civils. Mais l'influence a des aspects moins spectaculaires. Elle peut se traduire par le tissage lent et progressif de réseaux humains dans une zone géographique intéressante pour ses ressources énergétiques ou les opportunités commerciales qu'elle peut offrir. L'implantation de tels réseaux n'est plus le monopole des centrales de renseignement étatiques. Le secret porte davantage sur la configuration globale du réseau et sur son utilisation stratégique et tactique que sur l'identité même de ses membres. L'information véhiculée par ces réseaux est majoritairement ouverte. C'est le sens donné par son exploitation qui reste protégé. Les personnes qui participent à ce type d'opérations sont des acteurs économiques ou politiques en prise directe avec l'évolution des marchés et des produits dans le pays-cible.

Le camouflage des dispositifs offensifs de renseignement ouvert est une des clés fondamentales des affrontements économiques actuels. En amont on trouve des noyaux de décideurs privés et publics qui combinent l'approche pluridisciplinaire et duale. La base de leur relation repose sur l'échange rapide d'informations et de renseignements afin de les transformer en éléments opérationnels utilisables par les acteurs de l'aval c'est-à-dire les hommes qui oeuvrent sur le terrain (banques, cabinets de conseil, directions générales, hauts fonctionnaires). Chaque grande puissance a sa propre culture du combat économique⁷. Les anglosaxons privilégient le transfert des concepts militaires issus du C4.I2⁸ vers les entreprises civiles. Les Japonais s'appuient sur les maillages stratégiques bâtis depuis l'ère Meiji. Ils regroupent aussi bien les structures d'Etat, que les conglomerats privés et les réseaux d'hommes de main, les yakusas. Les Allemands ont développé un dispositif différent : les fondations et les instituts techniques, financés par les entreprises et les Länder, en sont la cheville ouvrière. Dans chacun de ces cas de figure, il existe un dialogue privilégié de nature transversale entre les décideurs économiques, politiques, et les spécialistes du renseignement d'Etat. Rappelons à titre de comparaison symbolique qu'une des firmes allemandes les plus connues mondialement a dans ses rangs 200 anciens agents du BND. Le camouflage ne s'arrête pas à la dissimulation de l'arborescence des réseaux d'information mais porte aussi sur la manière de contourner les obstacles pour pénétrer les marchés étrangers. Afin de ne pas se heurter frontalement aux dispositifs défensifs du pays-cible, les approches sont

⁷ Voir article "*L'émergence d'un nouveau type de renseignement : le renseignement de sécurité économique*", du général (cr) Jean Pichot-Duclos et Christian Harbulot, revue *Enjeux Atlantiques*, mars 1995.

⁸ Command, Control, Communication, Computer, Intelligence, Interoperability.

nécessairement indirectes. Elles prennent en compte les comportements, les goûts des populations et les principes humanitaires véhiculés par les canaux médiatiques du village planétaire. Par exemple, un pays qui a étudié minutieusement les principes directeurs de telle organisation à vocation mondialiste peut être tenté de faire de l'entrisme dans une opération humanitaire en vue d'en tirer des bénéfices économiques dans un avenir proche ou lointain. Ce noyautage peut prendre différentes formes :

- faire nommer à la tête du support radiophonique créé par l'organisation internationale intervenante un agent d'influence sous couverture qui aura pour mission d'infléchir à des moments précis la politique éditoriale de la radio locale ;
- positionner aux bons endroits des conseillers techniques à casquette humanitaire qui serviront de relai d'opinion ou de guide pour la prospection commerciale ...

Ces différentes techniques de combat sur les échiquiers invisibles ont une efficacité sans commune mesure avec les coûts entraînés. Il n'est plus possible d'avoir une lecture intuitive de ces problèmes. De nouveaux instruments d'analyse et d'action doivent être conçus pour éviter les impasses et les coups bas.

La nécessité d'une nouvelle culture stratégique

L'irruption sur le champ économique de rapports de force nouveaux par leur violence, leur nature et le niveau auquel ils s'exercent, impose donc une interrogation fondamentale sur la validité de la lecture libérale. D'autant qu'un autre élément renforce le doute : essence de l'Occident, la doctrine libérale vient d'un monde relativement simple régi par l'inspiration cartésienne et euclidienne dans lequel nous avons appris à ne compter que ce qui se mesure. Dans le même ordre d'idées, la stratégie d'inspiration clausewitzienne est univoque : il faut détruire, tuer l'adversaire, c'est le jeu d'échecs. Dans la nouvelle configuration internationale issue de la mondialisation des échanges et de l'effondrement du bloc de l'Est, les certitudes de notre monde apparaissent moins opératoires que celles du monde asiatique, culturellement accoutumé à maîtriser la complexité⁹. Philosophie de l'adaptation, le taoïsme privilégie les relations plutôt que le conflit à priori. Sa stratégie est davantage de dominer que de détruire : c'est le jeu de go. Tel qu'il est, le mode de pensée asiatique est mieux adapté à maîtriser l'information complexe. N'oublions pas que le Japon est la première économie de marché à avoir utilisé l'information comme principal levier de développement. Cette supériorité n'a pas échappé aux Etats-Unis de Georges Bush qui avait commandé en 1991 à la CIA le rapport Japan 2000 pour comprendre les succès commerciaux nippons.

Ainsi apparaît clairement la nécessité d'une nouvelle culture stratégique intégrant plusieurs grilles de lecture, tournant le dos à l'interprétation monoculturelle des faits. Elle devra intégrer des éléments jusqu'alors ignorés ou soigneusement séparés et prendre en compte :

⁹ Voir étude de Bernard Nadoulek, *L'intelligence stratégique*, éditions Aditech, 1989.

- . L'information pluridisciplinaire appréhendée dans toute l'ampleur que lui confèrent la globalisation de l'économie et les nouveaux moyens informatiques et électroniques. Les données, les informations, les renseignements, tous paramètres informatifs pris à des stades différents de leur élaboration, constituent désormais la matière première essentielle d'où l'on extrait la connaissance qui permet au stratège de prendre la bonne décision. La maîtrise préalable de l'information complexe devient ainsi la condition de toute stratégie.
- . Les rapports de force sont devenus un élément déterminant de l'analyse économique. Les motivations passées des deux grands perturbateurs de l'économie mondiale nous donnent des clés de lecture pour le temps présent. L'intervention des Etats dans le jeu économique avec leurs moyens occultes tout comme le poids croissant des politiques d'influence et des méthodes illégales faussent le contenu des échanges et des accords internationaux. Laisser cette partie du jeu dans la zone d'ombre non couverte par l'analyse affaiblit les différentes catégories d'acteurs économiques. Et, en bout de chaîne, désarme les étudiants qui méconnaissent une partie de la réalité en entrant dans leur vie professionnelle.
- . L'analyse des matrices culturelles des économies nationales permet de comprendre un certain nombre d'échecs commerciaux dûs à une approche standardisée de la mondialisation des échanges. Une des raisons de l'échec commercial de Disneyland à Marne-La-Vallée est la sous-estimation de l'attraction de Paris auprès des visiteurs non franciliens. De ce fait, le taux de remplissage des hôtels est plus qu'insuffisant dans la mesure où les touristes profitent de leur séjour pour visiter la capitale et donc y dormir. L'impasse sur les données culturelles n'aboutit pas seulement à des échecs de marketing. Les tentatives de standardisation d'une société à un niveau global peuvent provoquer des crises de rejet. C'est le cas de la population de certains pays de l'Est qui refusent la greffe du mode de consommation anglo-saxon. Lorsque ces crises de rejet se recoupent avec des facteurs historiques, elles peuvent bloquer de manière durable l'accès aux marchés. L'hostilité croissante des Ukrainiens à l'égard des Allemands est sur ce point précis un bon cas d'école.
- . Une nouvelle organisation de la chaîne de décision est devenue indispensable aux acteurs économiques pour rester opérationnels face à la multiplication et à la diversité des enjeux stratégiques. Prenant en compte le durcissement des rivalités concurrentielles, l'entreprise s'est inspirée du modèle en vigueur dans la Défense. Elle a fait sienne des concepts militaires et leur vocabulaire. Le plus récent avatar en est le marketing de combat qui veut tirer profit des techniques guerrières, des arts martiaux et des jeux de simulation. Mais ces transferts de savoir entre le monde de la Défense et celui de l'entreprise restent limités à une approche monoculturelle. L'absence d'approche pluriculturelle occulte l'apport spécifique des pays perturbateurs comme le Japon et l'Allemagne. Ainsi fait-on l'impasse sur l'intégration de l'affrontement économique dans la grille de lecture

géostratégique. Il faut donc aller jusqu'au bout d'un indispensable changement de culture stratégique en réintroduisant les techniques d'intelligence qui ont fait partout leurs preuves. Elles permettent d'anticiper les réactions de l'adversaire et de piloter les actions de nos propres forces.

L'échiquier européen

Champ de manoeuvre des géants américain et asiatiques, l'Europe est un échiquier bien visible celui-là où se déploient une bonne partie des dispositifs offensifs de la concurrence internationale. Deux armes y jouent aujourd'hui un rôle privilégié : les manoeuvres occultes de lobbying et d'influence et la corruption, dont l'emploi est parfaitement décrit par M. d'Aubert¹⁰.

Face à tant de difficultés venues de l'extérieur, l'Union est condamnée à rechercher de nouveaux instruments. C'est ainsi qu'en septembre 1994, la Direction Générale III a retenu le concept français d'intelligence économique parmi "les priorités d'action pour accroître la performance globale des entreprises européennes". Il peut s'agir d'une mesure salutaire si au-delà de la formule, on se place dans la problématique qui nous occupe.

En effet, la démarche d'intelligence économique, transposée des méthodes de la Défense, a pour objet de maîtriser à tous ses stades et par des méthodes légales l'information utile aux acteurs. Bien plus qu'un simple instrument offensif aussi bien que défensif, c'est une démarche globale de niveau stratégique dont l'adoption entraîne une mobilisation des acteurs d'un projet commun. En ce sens, la construction européenne peut être renforcée par cet argument nouveau dont la mise en oeuvre sur des projets pilotes permettrait :

- Une discipline progressive des Etats-membres. A titre d'exemple, l'accès aux boucles de distribution d'informations pourrait être lié à la signature d'une convention européenne d'échanges d'informations sur les personnes et les capitaux douteux.
- Une accoutumance progressive des acteurs économiques européens à l'échange d'informations en particulier dans les rapports délicats de coopération/concurrence qui se développent inéluctablement.
- La réalisation de structures opérationnelles communes permettant d'accélérer le passage des entreprises européennes à cette fameuse société de l'information qui ne doit surtout pas se limiter à la réalisation quantitative "d'autoroutes" visibles mais bien privilégier la qualité de leur contenu.
- L'adoption plus rapide d'une véritable politique économique commune afin d'établir un dialogue plus équilibré avec les autres blocs économiques.

Ainsi devenue plus compacte l'Union européenne pourrait-elle davantage résister au noyautage des lobbies extra-européens et à la montée en puissance de l'illégalité économique, qu'elle soit le fait des Etats ou des économies mafieuses.

¹⁰ François d'Aubert, *Main basse sur l'Europe*, Stock, 1995.

Conclusion :

La guerre économique est un vrai sujet. Le faux débat consisterait à en nier le contenu. La théorie qui, devenue abstraite à force de mathématisation ou de lecture technocratique, ne rend plus compte d'une réalité dont le moteur essentiel demeure l'homme. Pas seulement le producteur et le consommateur - seules données reconnues par les statistiques -, mais l'homme conquérant qui invente, suppute, triche, leurre et manoeuvre. Bref, l'homme-stratège, ce grand oublié des professeurs d'économie car il échappe encore aux équations - Il faut s'en réjouir ! -. L'Histoire est pleine de parties perdues sans guerre apparente. Les échiquiers étaient invisibles si les conséquences ne le sont pas, comme le chômage et l'exclusion. Et le combat est à base d'actions souterraines d'influence et d'ingérence dissimulées sous la cape respectable des Etats comme sous les multiples camouflages des acteurs parasites du marché mondial. L'important est d'être "juridiquement correct.". La mafia américaine a prouvé depuis les années 50 que le camouflage juridique est sans doute le plus résistant pour assurer sa pérennité économique.

Ce qui est nouveau, c'est la dimension planétaire du champ de bataille et l'engagement croissant des Etats derrière leurs entreprises dans la lutte pour les parts de marché et la maîtrise des grands flux d'échange. Ainsi les lois du marché ne peuvent-elles plus fonctionner naturellement. De surcroît, le problème se pose à tous mais en termes inégaux, car la hiérarchie des pays industrialisés conditionne les rapports du fort au faible.

En tout état de cause, c'est maintenant une logique de plus en plus conflictuelle qui s'impose à tous les acteurs économiques et, à l'issue des affrontements qui en découlent, il y aura sanction pour le vaincu ; L'une des plus lourdes sera politique : perte de son rang de puissance puis, à l'heure du multimédia, dilution de sa culture et fin de son identité. Refuser de voir cette réalité c'est se condamner à la vivre. Le voulons-nous ?

C'est bien ce que redoute l'économiste Jean-Louis Levet qui, en 1993, écrivait dans La Révolution des Pouvoirs :

" Une partie encore trop importante des acteurs économiques, en France en particulier et de son intelligentsia, refusent d'analyser les échanges internationaux sous l'angle des rapports de force et de la dialectique du combat."

Mais tout n'est pas perdu ! Si jadis Paris a bien valu une messe, aujourd'hui la France et l'Europe méritent au moins une mise à jour intellectuelle. Allons, messieurs les sophistes, renouvelons nos certitudes : Relisons Braudel et Levet, ils nous seront de bon conseil.